

# PÉNINSULE CORÉENNE : IMPASSE STRATÉGIQUE ?



**장군님 계시는 최전선으로!**

**MONDE CHINOIS**  
*nouvelle Asie*

**26** Choiseul<sup>revue</sup>

# Aspects géopolitiques et religieux des relations sino-tibéto-népalaises

par *Brigitte Steinmann*

76

Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, les relations entre la Chine, le Tibet et le Népal se sont inscrites dans des rivalités, des alternances de guerres, de paix, des phases de stabilité, de révolutions, de violences collectives d'ordre religieux et ethnique, qui peuvent être lues différemment selon que l'on adopte le point de vue des révolutions nationalistes contemporaines ou que l'on privilégie les ordres politiques et religieux traditionnels qui perdurent sous les transformations profondes de la période postcoloniale. Cette longue histoire se complique en effet lorsqu'on tente de décliner aujourd'hui la place des identités hindoue et bouddhiste au cœur d'une politique marquée du sceau de la violence et du conflit. Au XX<sup>e</sup> siècle, les relations entre Chine, Tibet et Népal se trouvent au cœur même du « front chaud de la Guerre froide<sup>1</sup> » : Guerre froide que les impérialismes occidentaux imposent aux pays asiatiques devenus communistes (la Russie sous Staline avec ses satellites puis la Chine communiste de Mao et les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est dans son orbite) ; front chaud dans la mesure où la révolution maoïste chinoise, sur un modèle initialement soviétique, détermine toutes les autres évolutions des pays pris dans le contexte de la décolonisation britannique : non seulement l'Inde naxalite des

années 1960 mais aussi le Népal maoïste des années 1990.

Le Népal actuel est une création relativement récente : au XVIII<sup>e</sup> siècle, une conquête intérieure unifie ce tout petit pays himalayen, qui n'existera nationalement que plus tard dans l'orbite de l'Inde anglaise et, à partir du XX<sup>e</sup> siècle grâce à la restauration d'une monarchie hindoue de type postcolonial. Dans la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle, le Népal est le théâtre d'une révolution de type « marxiste-léniniste-maoïste<sup>2</sup> » qui emprunte également son vêtement au voisin chinois alors que ce dernier s'est déjà défait depuis longtemps de ses oripeaux. Serait-ce un simple avatar messianique et religieux de l'influence chinoise sur son voisin himalayen à l'extrême Sud ? Ne peut-on pas déceler plutôt dans le « maoïsme népalais » une sorte de conséquence logique de la longue histoire des relations d'influence et de dépendance mutuelles qui ont marqué les relations géopolitiques et religieuses entre Chine, Tibet et Népal ? Pour en juger, nous opérons un retour sur les tout premiers temps de ces complexes rapports religieux et nationaux himalayens, depuis l'apogée de l'Empire tibétain au X<sup>e</sup> siècle et les projets d'expansion des Gurkhas népalais au Nord, à travers diverses incursions et guerres qui ne

vont cesser d'impliquer les différentes dynasties chinoises, jusqu'à l'absorption complète du Tibet par la Chine maoïste. Il ne s'agit pas de projeter dans le passé des catégories d'analyse politique contemporaines mais de voir à quel point les termes mêmes de la géopolitique se dissipent lorsque se décomposent certaines réalités étatiques dont la base historique est très difficile à saisir. L'exemple du Népal aujourd'hui, ou celui de l'Inde en crise, l'illustre particulièrement bien. En quoi la « révolution maoïste népalaise » est-elle vraiment un événement ? Elle l'est dans l'histoire politique de ce pays, qu'il faut néanmoins relier à la constellation des révolutions similaires qui se sont développées en Asie du Sud-Est et en Amérique du Sud, et dont elle s'inspire ouvertement. Elle est un événement au regard des modèles chinois dans lesquels elle puise son inspiration (au travers des traductions, des publications et de la propagande diffusées par les militants), mais qui cessent d'être révolutionnaires dès que le Népal s'avise de secouer son joug monarchique. Elle est enfin un événement si on la resitue dans le contexte national et dans celui de la géopolitique « himalayenne » : par rapport aux révolutions naxalistes de type marxiste-léniniste qui se développent en Inde, le maoïsme népalais qui a été lancé tout à fait officiellement en 1996 à partir d'une proclamation guerrière – le lancement de la « révolution selon la Voie de Prachanda » – revêt bien un caractère historique singulier, différent du naxalisme. Cependant, nous voudrions montrer que cet « événement » ne peut se comprendre que si on l'inscrit aussi dans une longue durée : d'une part, la continuité du mercenariat britannique gorkha et des recrutements de troupes depuis le XIX<sup>e</sup> siècle ; d'autre part, la centralisation nationale du pays, sous forme de colonisation interne violente au XVIII<sup>e</sup> siècle, suivie de transformations de régime décisives au XX<sup>e</sup> siècle prenant sens à travers la décolonisation de l'Inde et l'instauration de régimes politiques calqués sur des modèles occidentaux : démocratie

de type pluraliste, politique de « non-alignement », ouverture des frontières aux flots du tourisme international. D'un point de vue « géopolitique », il faut souligner également la très grande transformation qui s'opère entre le XVIII<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle et la naissance du concept « d'Orient » fabriqué par l'Europe<sup>3</sup>. La Chine au XVIII<sup>e</sup> siècle est une grande puissance économique<sup>4</sup>. Il existe à ce moment-là plusieurs « Orient » si l'on considère la Chine, l'Inde, la Perse et l'Empire turc. L'Europe elle-même, vue depuis ces « Orient » peut très bien être elle-même considérée comme le Far West de l'Asie.

Il ne peut donc être à l'évidence question de traiter en détail des rapports politiques et religieux entre Chine, Népal et Tibet sur de si grandes périodes et dans une telle diversité de points de vue, mais, en mettant l'accent sur un phénomène politico-religieux contemporain au Népal empreint du sceau messianique du Grand Timonier, d'essayer plutôt de démêler l'écheveau complexe de ce qui apparaît comme un moment particulièrement violent de l'éveil des nationalités ethniques et religieuses au cœur de l'Asie himalayenne du XXI<sup>e</sup> siècle. L'emploi du terme « messianique » appliqué à la pensée maoïste chinoise doit se comprendre à la lumière de toutes les révolutions antérieures à la Révolution française : toutes manifestent un caractère religieux, qu'il s'agisse des révolutions anglaises au XVII<sup>e</sup> siècle (1649 et 1689), de la dictature d'un Calvin à Genève, de la révolution suisse d'un Zwingli et de l'invention subséquente de l'anabaptisme. Dans chacun de ces cas, on ne peut que constater à quel point les partis de la révolution dans la chrétienté occidentale se traduisent en réformes et inventions de religions sectaires, soit du point de vue catholique, soit du point de vue protestant. Il serait donc très réducteur de n'envisager ce rapport intrinsèque entre révolution et religion que sous le seul angle du « messianisme », dans la mesure où la religion règle entièrement les rapports de la vie sociale et où il est naturel que l'espoir prenne

la forme de ce que l'on appelle aujourd'hui « messianisme ». Les questions que nous nous posons dès lors du point de vue népalais sont : « comment et pourquoi ce maoïsme-là naît-il dans un creuset hindou ? » ; « comment le contexte historique global d'échanges religieux entre populations bouddhistes et hindoues de la Chine, du Népal et du Tibet, en tant qu'ils ont été étroitement imbriqués dans le "politique", peut-il l'expliquer ? ». Le Tibet et le Népal ne se sont en effet pas centralisés ni de la même manière ni dans les mêmes périodes, mais en fonction de leurs relations mutuelles avec les dynasties hindoues ou les hiérarques tibétains ou mongols.

Pour répondre à ces questions, nous brosons d'abord rapidement le tableau de la constitution du Tibet en royaume bouddhiste centralisé (bien après que le bouddhisme se soit répandu en Chine, au II<sup>e</sup> siècle avant l'ère chrétienne<sup>5</sup>) et de la manière par laquelle il a emprunté au Népal ses formes les plus anciennes<sup>6</sup> avant sa période de plus grande expansion au X<sup>e</sup> siècle – vaste empire qui englobait alors le Xinjiang et le Qinghai actuels. Nous rappelons ensuite les points importants de l'évolution tibétaine dans ses rapports avec les dynasties mongoles Yuan, puis chinoises et manchoues (Ming et Qing), avant d'évoquer la façon dont le Népal ne devient à son tour un royaume hindou centralisé qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, lors de la constitution de la dynastie des Shah. Nous nous attachons principalement aux conséquences des unifications politiques intérieures sur les échanges religieux traditionnels entre ces deux pays, en mettant en lumière leurs rapports communs avec les différentes dynasties chinoises. Dans une deuxième partie, nous nous recentrons sur l'importance des influences impérialistes et colonialistes au Népal et au Tibet à partir de la Chine maoïste et de l'Inde en voie de décolonisation. Il s'agit d'étudier la progression des nationalismes à partir des révolutions modernes – à savoir le maoïsme chinois et ses avatars indiens et leurs conséquences pour le

Tibet et le Népal – en insistant sur les caractères propres du bouddhisme mahâyaniste népalais et ses relations avec la violence de l'idéologie maoïste chez les populations de langue tibéto-birmane du Népal. C'est l'anthropologie sociale qui nous fournit un premier fil conducteur pour la lecture des pratiques politiques du Tibet ancien et des différentes formes de l'alliance entre le politique et le religieux.

## Combinaisons politiques et parenté dans la consolidation de l'Empire tibétain<sup>7</sup>

Dans les sociétés « avancées », une grande partiedulien socialese manifestesymboliquement ou réellement, et parfois simultanément, en référence à la parenté. Symboliquement, qu'on pense à la « mère patrie », à la « terre mère », ou à notre « sainte mère l'Église », au « père du régiment », au « petit père des peuples », aux matrones, aux compères et aux commères, aux parrains de la mafia et aux patrons de l'industrie, à la fraternité qui s'introduit subrepticement à la suite de la liberté et de l'égalité, aux petites sœurs des pauvres, aux bonnes sœurs, aux Pères de l'Église, aux sens multiples du « cousinage » et sa concurrence avec le « voisinage » ; ou plus concrètement encore, aux traités de paix entre deux clans ou deux maisons princières en guerre qui se scellent par des mariages. Parfois, il s'agit quasiment d'un tribut où parmi les cadeaux de rigueur se trouvent des êtres vivants, de beaux animaux, des mignons et des favorites qui, finalement, sont des gages vivants des traités. Mais ce peut être dans le cadre d'un assaut de générosité que deux maisons rivales s'offrent les garçons et les filles les plus nobles parmi les épices, les parfums, les chevaux les plus appréciés et les métaux les plus rares qui constituent les curiosités les plus inouïes. L'empereur de Chine fut en l'occurrence accusé par les maîtres du Tibet d'avoir offert de « fausses princesses ». Il

semble que le commerce des fausses princesses était un des ressorts secrets de la diplomatie chinoise qui n'en était plus à son premier coup d'essai<sup>8</sup>. De nos jours encore, c'est à peine si le mariage des héritiers de deux grandes firmes finit par apparaître comme une façon discrète d'assurer la concentration du capital. Et dans la paysannerie, le mariage pouvait et peut encore assurer les conjonctions du patrimoine et les connexions du cadastre.

Tournons-nous vers les maîtres du Tibet en train de se constituer en empire. Le roi 33<sup>e</sup> tibétain Songtsen Gampo, monté sur le trône à l'âge de 13 ans (en 629 ap. J.-C.), avait su reconsolidier l'Empire tibétain à partir des régions de Yarlung et avait établi la capitale à Lhassa. D'immenses régions nomades au nord du Tibet central et dans la région ouest de Zhangzhung avaient été conquises dès 653. Les Tibétains avaient eu ainsi accès aux sources du fleuve Jaune et à des terres richement irriguées ; mais les confédérations nomades avaient résisté longtemps à la domination du centre, bien que leur économie ait joué un très grand rôle dans l'expansion tibétaine. Les annales des Tang rapportent comment le ministre Gar conquiert les tribus des Ch'iang grâce à la supériorité tibétaine en armes et en chevaux<sup>9</sup>. Le Tibet centralisé s'est donc étendu jusqu'au Gansu, corridor menant au Turkestan (le Xinjiang actuel), jusqu'à Samarcande à l'ouest, au Pamir et aux oasis d'Asie centrale au Nord. Chinois et Tibétains vont entrer en conflit en particulier à l'Est, autour du lac Kokonor. Les Tibétains vainqueurs envoient une mission à la cour des Tang, décrite par ces derniers comme « un tribut ». Un ambassadeur chinois est envoyé pour refuser l'alliance. Mais les Tibétains réussissent à contrôler les frontières avec une armée de 200 000 hommes à l'ouest. En 640, le ministre Gar Tongtsan réussit à convaincre l'empereur de donner une princesse en mariage au roi du Tibet, la princesse Wench'eng<sup>10</sup> ou « Wen-tch'eng *kong-tchou*, que les Tibétains appellent Munshang Kongio<sup>11</sup> ».

Mais auparavant, ce roi avait aussi reçu une princesse népalaise, Bhrikuti Devi (ou Bhrukuti ou Khricuna), la fille d'Amshuvarman<sup>12</sup> le plus important des souverains Licchavi du Népal, qui régna de 594 à 562 ap. J.-C.<sup>13</sup>. La princesse apporte une statue d'Akshobya, l'une des manifestations du Bouddha. Arrivée à « Rassa », future Lhassa, elle fait édifier le Rassa Trulnung ou Jokhang ou Tsug Lha Khang<sup>14</sup>. Le roi de la dynastie népalaise des Licchavi, Narendradeva du Népal, se serait exilé au Tibet de 624 à 641<sup>15</sup>. Cet exil du roi népalais et ce mariage, ainsi que la restauration de Narendradeva, prouvent une grande influence tibétaine au Népal, qui avait été envahi par les Tibétains en 640. Le roi tibétain avait épousé également d'autres princesses venues du Zhangzhung et de Miniak<sup>16</sup>. La princesse chinoise Wench'eng fonda de son côté le Ramoche. La princesse népalaise aurait fait en outre édifier un palais sur le Marpo Ri, là où mille ans plus tard sera construit le Potala. Tandis que le Jokhang est orienté vers le Népal, le Ramoche est orienté vers la Chine. Ces temples servirent non seulement à établir la religion bouddhiste, en clouant au sol le corps d'une démonsse, mais aussi à délimiter le territoire tibétain<sup>17</sup>. L'importance du Népal se lit encore à travers des éléments de légendes entourant la construction du Jokhang et du stûpa de Swayambûnath.

## Frontières politiques et religieuses

Au regard de l'importance considérable des échanges religieux qui s'opèrent à ces époques entre « Tibet » et « Népal », les notions de frontières demeurent très floues. On peut même avancer que les populations tibétaines et népalaises ignorent les frontières dites « naturelles » des montagnes de l'Himalaya, si l'on en juge par l'importance des échanges commerciaux et religieux qui ne cessent d'y transiter. D'un point de vue religieux, par exemple, l'actuelle présence d'éléments



«prébouddhiques» dans les pratiques religieuses des populations tibétaines de frontières et celles des grands groupes tibéto-birmans du moyen pays et du Mustang (royaume bouddhiste enclavé au Tibet), se traduit par toutes sortes de cultes aux divinités-montagnes, aux dieux du pays, de rites sacrificatoires, exorcistes et divinatoires issues de périodes antérieures à l'unification du Tibet<sup>18</sup>. Au cœur des rites funéraires « bouddhistes » des Tamang du Népal, on trouvait encore dans les années 1980, par exemple, le sacrifice d'un buffle servant d'animal psychopompe<sup>19</sup>. Si les contacts avec le Népal jouèrent donc un grand rôle dans le développement au Tibet d'un bouddhisme aristocratique issu des cours princières et des populations néwar, inversement le bon tibétain et les pratiques sacrificatoires sont demeurés la religion du peuple et ont perduré dans des vallées perdues de l'Himalaya<sup>20</sup>.

80

Le creuset de ce bouddhisme mahâyaniste tibétain en train de se constituer est vaste : les moines bouddhistes qui venaient du Tarim pour se réfugier au Tibet étaient protégés par la princesse chinoise et appartenaient à des populations extrêmement diverses : indo-européens, tokhariens, sogdiens, turques ou chinois. Le bouddhisme devait devenir la religion d'État sous Trisong Detsen en 762, à l'issue du Concile de Lhassa et de la grande controverse entre le moine indien Kamalashila et le moine chinois Vashang<sup>21</sup> ; la voie indienne devint l'orthodoxie et les moines chinois furent interdits de prédication. Le bouddhisme tibétain unifié se rattache donc au mahâyana ou voie du grand véhicule, variante du bouddhisme selon laquelle l'éveil de l'individu passe par la compassion pour tous les autres êtres vivants<sup>22</sup>.

## Relation personnelle entre protecteur et maître spirituel et protectorat mongol au XIII<sup>e</sup> siècle<sup>23</sup>

La longue absence d'autorité centrale au Tibet favorise les États de Tangut, au nord du lac Kokonor, et les puissances de l'Ouest (Purang, Guge, Ngari). Atisha arrive de l'Inde au Tibet en 1042 et est à l'origine de la renaissance du bouddhisme au Tibet. Il s'agit de la période de grande expansion des ordres qui se regroupent autour de lignages (les Kadampa, les Sakyapa, les Kagyupa). Au XIII<sup>e</sup> siècle, le mongol Khubilai Khan charge le Tibétain P'hagpa, hiérarque de la lignée des Sakyapa, de la fonction de précepteur impérial et l'investit de l'autorité politique sur le Tibet, qui est *de facto* inclus dans l'Empire mongol, à l'époque où celui-ci s'étendait à la Chine. Une relation idéale (*mchod yon*) entre un lama bouddhiste et un khan mongol est établie par Sakya Pandita et P'hagpa et devient désormais le modèle des relations étrangères pour le Tibet. Cette union entre politique et religion est l'une des composantes essentielles de l'histoire et de la société tibétaine. On peut être tenté d'y voir une soumission entière du religieux à la cause politique car les monastères sont à la fois des seigneuries de type féodal et des lieux de spiritualité. Les religieux qui les dirigent maintiennent à la fois la transmission des enseignements et assurent l'économie des monastères. Mais ils ne se contentent pas toujours des subsides versés par les laïcs et ils mettent en place de véritables réseaux d'alliances, sinon des clans combattants. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la relation religieux-protecteur (*mchod-yon*) : le religieux est le garant de la spiritualité (*mchod*) et le protecteur est un bienfaiteur (*yon*) qui permet à la religion de s'épanouir. Mais les intérêts mondains des clans aristocratiques se sont peu à peu entremêlés avec ceux des lignées spirituelles, en particulier chez les Sakyapa après la seconde diffusion du bouddhisme indien<sup>24</sup>.

Cette relation sera la clé de voûte des relations sino-tibétaines jusqu'à la révolution chinoise de 1911. Cette seconde diffusion sera une période de grande expansion du bouddhisme tibétain tantrique, associé à la tradition des textes révélés ou textes-trésors, les *gterma*. La dynastie mongole va décliner après la mort de Khubilai Khan. Sous la dynastie des Ming (1368), les Chinois reprendront de l'influence au Tibet, entre le XIV<sup>e</sup> et la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Le protectorat établi par la dynastie mongole des Yuan, qui est transmis à la dynastie chinoise au XIV<sup>e</sup> siècle, ne sera exercé que de manière très théorique. Le Tibet sort peu à peu de l'influence de Pékin et fait l'objet de rivalités entre les différentes tribus mongoles<sup>25</sup>. Altan Khan confèrera en 1577 à Sonam Gyamtsho, abbé du monastère gelugpa de Drépoung, le titre de dalai-lama (« maître-océan »). C'est Gushri Khan qui investira le cinquième dalai-lama de l'autorité suprême sur tout le Tibet en 1642. Ce dernier transférera au Potala la gestion du territoire (le Ganden Phothrang) en 1649 et la religion sera désormais la source de la loi, du sens moral et de l'ordre social. Gushri Khan adjoindra ensuite un régent au dalai-lama.

Le début réel de l'incorporation du Tibet à l'empire du Milieu daterait du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>26</sup>, sous la dynastie mandchoue des Qing. En 1720, l'armée chinoise intervient au Tibet en pleine guerre civile et rétablit sur son trône le septième dalai-lama. Deux représentants de l'empereur ou *amban* sont alors installés à Lhasa avec le pouvoir de s'immiscer dans les affaires intérieures tibétaines. Des garnisons chinoises plus ou moins importantes selon les périodes stationneront dès lors au Tibet. Le sommet de l'influence de la dynastie des Qing après 1750 sera marquée par une forme de gouvernement commun avec les *amban*. Le septième dalai-lama meurt en 1757. Le huitième naît au Tsang. On construit en Chine, à Jehol<sup>27</sup>, des copies des grands temples tibétains pour en faire la résidence d'été des mandarins chinois. Le panchen lama meurt à Pékin en 1780.

## Le Tibet et ses voisins gurkhas du Népal : guerres et traités

L'État de Gorkha, qui réunissait alors 24 petites royautes de l'Ouest montagneux du Népal, luttait pour le pouvoir central contre la dynastie des Malla, installée au cœur des trois royaumes néwar de la vallée de Kathmandu<sup>28</sup>. Cet État gorkha, fondé en 1559 par Dravya Shah, était peuplé essentiellement de populations magar. Les légendes retracent leur arrivée depuis les royaumes des Rajpoutes de l'Inde, au XV<sup>e</sup> siècle, qui fuyaient les invasions mogholes. La maison de Gorkha était répartie en deux confédérations à l'ouest du Népal. Sous le règne de Ram Shah (1606-1633), l'expansion lente de Gorkha les amena à prendre part aux conflits entre les trois royaumes de la vallée de Kathmandou. Entre 1645 et 1650, Bhim Malla, un parent du roi Néwar Patrâpa Malla (1640-1674) conduisit plusieurs expéditions sur le haut plateau qui débouchèrent sur un accord très favorable aux princes de la vallée de Kathmandu : les marchands néwars seront exemptés de taxes et pourront avoir recours aux corvéables pour acheter leurs marchandises au Tibet<sup>29</sup>. Ils auront un représentant à Lhasa. Les princes néwars frapperont une monnaie d'argent pour le Tibet, à charge pour les Tibétains de fournir l'argent ou son équivalent en or. Nar Bhupal Shah (1716-1742) avait étendu son domaine jusqu'à la passe de Kyirong au Nord et à Nuwakot à l'est. Il échoua à s'en emparer mais réussit à y marier l'un de ses fils, Prithvi Narayan Shah, avec la fille du roi de Makwanpur. Ce fils (1743-1775) devait devenir l'une des très grandes figures de l'histoire népalaise. Il commença par voyager en Inde, à Bénarès, pour chercher de l'aide militaire et des armes, obtenant ainsi des informations importantes sur les projets de la Compagnie anglaise des Indes, toute puissante à ce moment-là. Il obtint des alliances et des engagements à la neutralité des principautés népalaises voisines, avant de poursuivre son projet de conquête des royaumes centraux. Profitant des

querelles entre le roi Ranajit de Bhadgaon et le roi Jayaprakasa de Kathmandu, il prit Nuwakot et fit le siège de Kirtipur qui était contrôlé par le roi de Patan, Tej Narasimha. Kirtipur sera finalement livrée par un traître et Prithvi fera mutiler tous les habitants après sa victoire. Les Anglais envoyèrent alors des renforts pour aider les rois mais les soldats contractèrent la malaria dans le Terai et durent se retirer. Prithvi fut couronné roi à Kathmandou. Un de ses premiers actes fut de chasser tous les étrangers de son territoire: marchands, missionnaires catholiques romains, musiciens et artistes du nord de l'Inde. Cette conquête fut le début d'une expansion des 24 royaumes (*Chaubisi rajaya*) vers l'est et l'ouest; tout l'Est était conquis en 1773. Prithvi planifiait l'invasion du Sikkim, mais comme ce petit royaume bouddhiste était alors dominé par les Tibétains, le projet fut ajourné. Prithvi meurt en 1775 et l'invasion du Sikkim commence en 1779. En 1788, Les Gorkhas contraignent le roi du Sikkim à se réfugier au Tibet et occupent tout l'Ouest, amenant nombre de Néwars qui deviendront là également marchands et frappeurs de monnaie. Les Néwars se mettent à tromper de plus en plus les Tibétains en mélangeant du cuivre avec l'argent. Les Gorkhas retournent guerroyer contre les Tibétains qui leur résistent. Ils vont même jusqu'à Shekar Dzong en 1788. Les Tibétains font alors appel à l'empereur Qing, qui impose un tribut aux Gorkhas. Après des retards de paiement, les Gorkhas reviennent, atteignent Shigatsé et saccagent le monastère du Tashilumpo. À leur tour, les Tibétains font appel aux Qing, qui repoussent les Népalais à Nyalam et Kyirong. Les Gorkhas doivent alors restituer leur butin et payer un tribut à Pékin tous les cinq ans.

## Première domination chinoise durable sur le Népal

Ce succès des Qing fut la base d'une domination chinoise durable sur le Népal, ainsi

que sur le Tibet: les Qing restructurèrent leur influence au Tibet en plaçant les *amban* au-dessus du dalaï-lama. Ils mirent le système judiciaire et la monnaie sous contrôle. Ce fut aussi le début de la sinisation des coutumes tibétaines, avec l'interdiction du dépeçage des cadavres<sup>30</sup>. Le Tibet fait alors partie de l'empire extérieur des Qing comprenant la Mandchourie, la Mongolie, les États du Tarim et la Dzoungarie. Les Qing maintiennent le Tibet comme État semi-autonome, qu'ils distinguent des « États tributaires » à la périphérie, comme le Népal. En effet, les Gurkhas, depuis leur défaite en 1792, sont considérés comme des vassaux par les Qing. Cette domination mandchoue qui commence aux environs de 1640, conserve jusqu'au bout les traits d'une colonisation ethnique interne: les Mandchous opprimeront les Chinois et se singulariseront par leur type de bouddhisme lié au Vajrayâna tibétain, non partagé par les Chinois. L'économie, par ailleurs, est très interventionniste: les Qing, qui prévoient des famines, possèdent des greniers à grains et interviennent activement sur les prix. Ils contrôlent l'impôt et les taxes tout en laissant néanmoins l'économie au hasard<sup>31</sup>. Leur exemple contraste avec la puissance coloniale anglo-indienne proche, qui, à cette époque, tente de disloquer l'économie chinoise pour tenter de la placer sous domination occidentale.

Les Anglais, en effet, reconsolident leurs positions au Sikkim et attaquent l'Ouest du Népal, le Kumaon et le Gharwal. Une guerre anglo-népalaise entre 1814 et 1816 aboutit à l'affermissement de l'Empire colonial britannique en Inde. Le Népal réussit à conserver son indépendance, mais ses frontières sont considérablement réduites. Les Dogras des régions de Jammu et Cachemire tentent à leur tour de s'emparer du commerce de la laine dans le Chang Thang, tandis que les Anglais contrôlent de plus en plus ce commerce de leur côté sur les frontières ouest du Népal. Les Népalais, pour venger leur défaite de 1792



et conserver leur indépendance entre Chine et Inde anglaise, vont alors de nouveau attaquer le Tibet en 1855. Ils occupent plusieurs places fortes jusqu'à Purang; les Qing ne peuvent rétorquer, tout occupés qu'ils sont à mater la rébellion des Taiping. Le Tibet est contraint à son tour de payer un tribut au Népal et d'accorder l'extraterritorialité judiciaire aux Népalais résidant au Tibet. Le Népal signe un accord avec le Tibet en 1856, lui assurant sa protection en cas d'agression extérieure. Cette période voit le déclin de l'intervention des Qing, tandis que les Indiens sont maintenant présents au Tibet: un espion indien, Sarat Chandra Das<sup>32</sup>, surveille les frontières entre le Tibet et le Népal en 1881 à Shigatsé.

## Évolution de l'histoire intérieure du Népal aux prises avec la puissance coloniale anglo-indienne

Tournons-nous de nouveau vers l'histoire intérieure du Népal pour comprendre la politique intérieure et les rapports avec la tierce puissance, l'Empire colonial anglo-indien. Les Anglais avaient eu une grande place dans le succès des conquêtes gorkhali. Ces conquêtes, qu'ils avaient au départ encouragées, étaient destinées en tout premier lieu à favoriser les avancées coloniales britanniques vers l'Himalaya. On vit émerger à cette époque la Compagnie anglaise des Indes, qui contrôlait le Bengale en 1757 alors qu'au nord la Chine venait d'achever la conquête du Sinkiang en 1759, après avoir renforcé son pouvoir de supervision sur le Tibet<sup>33</sup>. L'ordre dans l'armée népalaise est déjà constitué sur des modèles coloniaux. En 1846, le coup d'État de Jang Bahadur Rana au Népal va mettre fin aux pouvoirs absolus des rois Shah, mais ces derniers continueront à régner en pratiquant des alliances opportunes avec les nouveaux maîtres du palais. Un résident anglais, le

gouverneur Hodgson, est installé dans la Vallée de Kathmandou au XIX<sup>e</sup> siècle pour recruter des troupes de mercenaires pour les bataillons anglo-indiens<sup>34</sup>. La réorganisation du royaume va s'inspirer autant du modèle napoléonien que de l'administration britannique. Jang Bahadur Rânâ inaugure une longue période de contacts avec les Anglais. Il se rend à la cour de la reine Victoria qui le courtise dans son cabinet privé<sup>35</sup>. À cette époque, les Anglais abolissent les procès par ordalie, la torture et les mutilations rituelles, le sacrifice des veuves (*sâti*), et tout au moins officieusement, l'esclavage. Mais ce n'est qu'en 1924 qu'il sera officiellement aboli par un Rânâ éclairé. La dynastie des Rânâ va régner durant cent ans, au cours d'une période où le Népal est entièrement dominé par les membres de haute caste hindoue et les grands propriétaires féodaux, absents de leurs terres. Le pays est fermé aux étrangers et les Rânâ vont légiférer en fonction du Code de loi hindou: abattre des vaches est considéré comme un homicide; on interdit le prosélytisme chrétien et musulman; on fait aussi la guerre aux sectes hindoues réformées. Les populations tibétaines du Népal qui résident dans les frontières nord, mais également toutes les tribus du moyen pays, de langue tibéto-birmane, qui avaient déjà été vaincues par les troupes gorkhas, vont beaucoup souffrir des interdits hindous et du maintien de la domination des hautes castes sur les tribus bouddhistes; en particulier, l'interdit d'abattage et de consommation de viande de bovin occasionne de nombreux procès et exécutions.

## Un exemple des politiques frontalières des Rânâ: le Nord-Est du Népal en 1981

Sur les frontières nord-orientales du Népal, les effets de la politique des Rânâ se font sentir jusqu'aux confins tibétains. Dans les années 1980, sur ces frontières, pendant la période de

libéralisation post-maoïste de Hu Yao Bang, le petit village frontalier de Walungchung gola situé au nord de la rivière Tamur, se trouve sur l'une des voies traditionnelles de grand commerce entre le Tibet, le Népal et l'Inde. Des marchands et des caravaniers tibétains ont recommencé à circuler en faisant le grand voyage jusqu'aux villes indiennes, mais ils sont toujours l'objet de suspicion de la part du gouvernement népalais, à cause des nombreux réfugiés Khampa qui sont passés par ces frontières pour fuir le maoïsme et se rendre en Inde, au Sikkim et au Bhoutan. La même suspicion régnait déjà dans les années 1920 sous le régime Rânâ : une délégation de Brahmanes népalais avait été envoyée aux frontières pour y rendre la justice et punir les contrevenants aux règles hindoues. En réalité, les Rânâ avaient autorisé l'installation de maisons tibétaines en échange de renseignements politiques qu'ils obtenaient de la part d'un chef tibétain de ces villages, un puissant Gowa dont la famille prélevait des taxes des deux côtés de la frontière dans les années 1980<sup>36</sup>. Cette suspicion des hindous de haute caste sur les populations de dialecte tibétain du Népal se communiquera aussi aux colons : dès les débuts des recrutements de mercenaires népalais dans l'armée anglo-indienne, en effet, les recruteurs militaires anglais préféraient les Thakuris ou les gens de haute caste et se méfiaient des populations de langue tibétaine, considérées de manière péjorative dans le Code hindou comme des « mangeurs de viande bovine et buveurs d'alcool », en particulier les Tamang, qui s'appelaient alors « gens des frontières » ou « Lamas-murmi ». Ils leur préféraient les populations tribales hindouisées depuis longtemps, comme les Magar ou les Gurung. Ces discriminations pesèrent énormément sur le statut des populations de dialecte tibétain.

84

## Conséquences du nationalisme gorkha et de la féodalité Rânâ

Les conquêtes gorkhas pour former un grand Népal, si elles aboutissent à l'unification du royaume népalais hindou au XVIII<sup>e</sup> siècle, sont aussi l'occasion de la mise sous tutelle du Népal par les Chinois. Les populations bouddhistes et de langue tibéto-birmane sont largement dominées par les conquérants hindous et ont dès lors un statut inférieur durable dans la nation. Les querelles dynastiques internes contribuent à mettre le Népal dans une dépendance de plus en plus grande par rapport à l'Inde coloniale. Les Anglais recrutent directement leurs soldats au Népal : le pays est dans la mouvance coloniale de l'Inde et considéré par la Chine comme un État tributaire. La domination des Rânâ maintient le pays dans l'arriération, renforçant une autre forme de domination indienne qui s'exercera directement sur la royauté à partir de la décolonisation. C'est aussi à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle que se font sentir les influences des ordres religieux tibétains au Népal qui viennent réformer les pratiques apparaissant comme trop peu bouddhiques parmi les populations de langue tibéto-birmane.

## Les relations Chine, Tibet et Népal au XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle

### *L'internationalisation des problèmes frontaliers*

Le XIX<sup>e</sup> siècle tibétain est marqué par la personnalité du treizième dalaï-lama, né en 1876 à Dakpo, au centre-sud du Tibet. Il va gouverner en 1895 en suivant les traces du grand cinquième dalaï-lama. Du point de vue de la géopolitique, il se joue à ce moment-là une célèbre compétition anglo-russe en Asie centrale, qui a été appelée « le grand jeu<sup>37</sup> ». Dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Empire tsariste de

Paul I<sup>er</sup>, appuyé par Napoléon, ambitionne de conquérir les Indes. Les Anglais sur le qui-vive contrent cette menace et Paul I<sup>er</sup> est assassiné. « Le grand jeu a été une guerre d'espionnage entre la Russie et l'Inde à base d'émissaires, de pèlerins déguisés, d'espions, de faux marchands et de vrais militaires » qui se termine en 1907 avec la convention anglo-russe de Saint-Petersbourg. Cette convention stabilise les zones d'influence: le nord de l'Amou Daria échoit à la Russie et l'Afghanistan devient un semi-protectorat britannique. Tout change ensuite avec la Russie communiste et la découverte de réserves énergétiques en Asie centrale. Les frustrations des Anglais qui ne parvenaient pas à traiter avec les Chinois au sujet du Tibet avaient amené de leur côté les Indiens à l'idée qu'ils devaient traiter directement avec les Tibétains. Lord Curzon, vice-roi des Indes en 1899, incite à une politique anglaise plus active pour ouvrir le Tibet. C'est lui qui propage l'idée que la Russie constituerait une menace pour les possessions anglaises<sup>38</sup>. Le Sikkim servit beaucoup d'intermédiaire à ce moment-là, avec les Népalais qui s'y étaient largement installés grâce aux interventions de Claude White<sup>39</sup>. Côté tibétain, un moine russe, Agvan Dorjiev, se trouvait au monastère de Drepung à Lhassa depuis 1880. Il était le tuteur et le confident du jeune dalai-lama et avait rencontré le tsar Nicolas en 1898, 1900 et 1901. Le Tibet était divisé entre l'influence des pro-Mandchous, des pro-Anglais et des pro-Russes. L'expédition anglaise de Younghusband au Tibet eut lieu en 1903; il passa par le Sikkim du Nord en installant au passage des villes-bazars pour lui servir de base (comme Mangan, au Nord du Sikkim). Le dalai-lama avait fui le Tibet lorsque Younghusband y parvint et consacra le panchen lama comme responsable des affaires à la place du dalai-lama. Une convention à Lhassa en 1904 est suivie de négociations ardues à Calcutta entre Chinois et Anglais au sujet de la suzeraineté sur le Tibet. Il n'y a aucune relation directe entre les Tibétains et les Anglais, ce qui compromet beaucoup l'indépendance

tibétaine à ce moment-là. Le treizième dalai-lama voyagea beaucoup en Russie et en Chine. Il se rendit au monastère bouddhiste de Yung-Ho-Kung à Pékin ainsi qu'au Sikkim en 1910 où il séjourna jusqu'en 1912. Des révoltes à Batang, Lithang, au Chamdo et à Nyarong sont violemment réprimées par les Chinois sous la férule des militaires Ma wei ch'i au Sechuan et Chao Erh feng au Kham. Le Kham est soumis à ce moment-là à de violentes réformes: obligation de l'abandon par les Tibétains des coiffes traditionnelles, des funérailles et sédentarisation des nomades<sup>40</sup>. C'est également vers cette période que le jeune Baba Phuntsog Wangye, né au Kham, devient communiste en recevant ses premières instructions à Nankin<sup>41</sup>.

## La fin de la suzeraineté de la Chine sur le Népal

Les Népalais envoyèrent leur dernière mission à Pékin avec un tribut en 1908. En 1911, les Anglais déclarèrent la fin de la suzeraineté de la Chine sur le Népal et ni les uns ni les autres ne contestèrent cette décision. En janvier 1913, le dalai-lama retournait au Tibet, libéré pour la première fois de l'influence chinoise depuis 1720. En août 1912, une politique plus agressive des Anglais, qui voulaient consolider les frontières indiennes à l'Ouest, se noua lors de la convention de Simla. En octobre 1913, les Tibétains intervinrent directement lors de cette conférence pour réclamer leur indépendance, ce qui surprit beaucoup les Anglais. Cette période est celle de la fixation de la « ligne MacMahon » qui devait redessiner les frontières himalayennes entre les puissances coloniales: le Kham et l'Amdo étaient considérés comme « Inner Tibet » et revenaient aux Chinois. Les parties occidentales du Kham, le Tibet du centre et de l'ouest, devenaient « Outer Tibet » et restaient autonomes. Tout le Tibet était reconnu comme sous la suzeraineté chinoise. On joua sur les termes « suzerain » et « souverain ». L'Inde et le

Tibet reconnaissaient également une frontière allant du Bhoutan à la Birmanie. L'acte fut signé par MacMahon et Longchen Shatra<sup>42</sup>. En 1921, pour la première fois à Washington il fut question de la politique anglaise au Tibet, et les Américains commencèrent à dispenser un entraînement militaire aux Tibétains à Gyantsé<sup>43</sup>. Une ligne de télégraphe fut construite de Lhassa à Gyantsé et une école anglaise fut ouverte. En 1928, la Chine passa sous l'administration unifiée du Guomindang. Un gouvernement nationaliste s'installa à Nanjing et le panchen lama réclama l'allégeance du Tibet à la Chine. Les Chinois considéraient déjà à ce moment-là que le dalaï-lama n'était plus un interlocuteur valable. Le treizième dalaï-lama mourut le 17 décembre 1933. Le conservatisme et le régionalisme tibétains firent échouer les tentatives de défense militaire du Tibet<sup>44</sup>. Après la mort du treizième dalaï-lama, un intérim eut lieu avec un Conseil de régents. On découvrit le quatorzième dalaï-lama dans la province de l'Amdo, dans le village de Taksé, en 1937. Pour le libérer du gouvernement musulman de Xining, sous le général Ma Pu-Fang, les Tibétains durent payer une rançon de 400 000 dollars argent. Le régent Taktra gouvernera pendant la jeunesse du dalaï-lama, à partir de 1941. Hugh Richardson est envoyé à Lhassa par les Anglais en 1936 pour contrer l'influence des Chinois. Il resta là – excepté pendant la Seconde Guerre mondiale – jusqu'en 1950. Entre-temps, le panchen lama est devenu le membre du Conseil suprême du gouvernement nationaliste en Chine.

86

En 1947, à la veille du départ des Anglais de l'Inde, ni les Anglais ni les Indiens n'étaient en mesure de contrôler l'emprise de la Chine sur le Tibet, tandis que les Anglais continuaient de vendre des armes à la Chine. En juillet 1949, l'Armée populaire de libération chinoise pénétra au Tibet par le Gansu et le Qinghai. La République populaire de Chine fut proclamée à Pékin le 1<sup>er</sup> octobre 1949. Le Premier ministre Nehru souhaitait que l'issue des affaires

tibétaines ne nuise pas aux relations entre l'Inde et la Chine. Quant à la position du Népal, l'ambassadeur américain à New Delhi croyait avoir compris que le Népal, qui aurait voulu apporter son aide au Tibet, en était empêché par le gouverneur indien. Les Népalais ne pouvaient en effet s'appuyer sur leur traité de coopération de 1856 avec le Tibet car ils auraient provoqué la réaction de la Chine<sup>45</sup>. Les Tibétains envoyèrent des délégations pour négocier à Pékin, dont l'une était conduite par le Khampa communiste, Baba Phuntsok Wangye. Les Tibétains, reçus par Zhou Enlai, furent contraints de signer un « agrément en 17 points » qui proclamait la totale soumission des Tibétains à la République populaire de Chine.

Les Chinois allaient appliquer au Tibet leur critique marxiste de l'impérialisme et du nationalisme : le « paradis socialiste de la grande harmonie » était en marche et la politique d'assimilation des minorités devait commencer dans le cadre de la doctrine marxiste-léniniste. On lança la lutte partout, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Les traumatismes furent immenses sur cette société tibétaine du centre, foncièrement pacifique et habituée à un gouvernement bouddhiste prônant le respect des maîtres religieux et l'oubli de soi. Des révoltes commencèrent dans l'est du Tibet : les Chinois bombardèrent les monastères de Lithang, de Dzachukha des Golok. La révolte se durcissait à Lhassa, mais également chez les Kazakhs et chez les Yi au Yunnan. On était dans la période du « grand bond en avant », qui allait aboutir très vite à la famine en Chine<sup>46</sup>. Les minorités payèrent le prix fort. La collectivisation était en fait une « concentration » : on envoyait en masse des jeunes au Qinghai et les moines de l'Amdo étaient exécutés ou envoyés dans les camps de travail au Sinkiang. Les Chinois engagèrent des musulmans Hui dans la cavalerie contre les Tibétains.

## Suppression de la rébellion au Tibet

Les maoïstes chinois appliquèrent alors la « politique des trois contre » (contre la rébellion, contre les impôts et contre l'esclavage domestique) et des « deux réductions » (intérêts payés aux propriétaires). On épargna au début certains propriétaires qui n'avaient pas participé à la rébellion et on échangea la monnaie tibétaine contre le yuan. Les dollars argent obtinrent un équivalent yuan papier. Beaucoup de Tibétains préférèrent jeter tous leurs avoirs dans la rivière Kyichu. On créa les « équipes d'aide mutuelle ». Des travaux collectifs furent instaurés et la majorité des récoltes confisquée. Les commerçants furent dépossédés de leurs avoirs dans les banques au profit des « Han qui avaient libéré le peuple » et des paysans qui subissaient la famine en Chine. La plus grande partie des moines fut envoyée aux travaux forcés à Nachen Trang pour construire un barrage hydroélectrique. Dans une seule fonderie près de Pékin, 600 tonnes de statues tibétaines avaient été fondues. On créa aussi des « petits groupes d'étude » de la pratique communiste, composés d'environ 12 à 15 participants. Il fallait casser les structures domestiques et les associations religieuses pour installer le socialisme. Le manque de participation était assimilé à une opposition. Ces groupes d'étude s'attaquaient aux liens sociaux anciens et aux fidélités traditionnelles. D'énormes pressions furent exercées à travers les dénonciations obligatoires. Les refuges sécuritaires étaient impossibles. On critiquait les attitudes personnelles à partir des discours des cadres, des articles de journaux et à travers des histoires de vie. On pratiquait l'autocritique et la critique mutuelle. On attaquait les « trois piliers du féodalisme » : gouvernement tibétain, système monastique et aristocratie. La loyauté envers la Chine se mesurait à l'exigence d'attaques contre le dalai-lama et « sa clique ». Les années 1960 furent ainsi marquées par une campagne de « propos amers contre la vieille

société ». Les minorités furent particulièrement malmenées. Les Tibétains devaient avouer haut et fort qu'ils avaient souffert le martyre dans la vieille société. On commença aussi à détruire les « quatre fléaux » en s'attaquant symboliquement aux rats, aux souris, aux mouches et aux oiseaux. Les Tibétains furent obligés de tuer des êtres vivants : les vieux devaient tuer les souris et les mouches, et les jeunes devaient tuer les moineaux et les chiens, y compris domestiques, ainsi que de petits animaux sauvages. Le barrage de la propagande était permanent. Art et littérature servirent abondamment à la cause, à base de posters, de pierres blanches empilées sur les collines pour propager des slogans. On était pour le socialisme, contre le féodalisme. Le gouvernement tibétain et les chefs du clergé furent détenus dans les quartiers militaires chinois à Silingbuk. Les hauts fonctionnaires étaient classés parmi les contre-révolutionnaires historiques : la plupart furent déportés dans le Gansu pour construire des voies ferrées. D'autres furent emprisonnés à Lhasa, à la prison de Drapchi, dans le complexe de prisons de Powo Tramo au Kongpo, ou encore dans les camps de travail du Chang Thang. 20 000 Tibétains y moururent. À Tsala Karpo, ils extrayaient des métaux (chrome, bore) qui étaient envoyés en Russie pour fabriquer du verre, de l'acier, ou utilisés dans l'industrie nucléaire. Les femmes étaient envoyées de préférence dans les usines hydro-électriques. On leur disait : « Vous êtes désormais des travailleurs pour le Parti communiste. Vous nagerez dans les eaux de la liberté. Vous offrirez votre cœur au parti. » On pratiquait la lutte, *thamzing*, contre les récalcitrants. Les Tibétains du Kham oriental furent envoyés dans les mines de plomb à l'est de Dartsyendo et dans la région de Miniak. Les Amdowas furent envoyés dans les prisons de Xining ou de Lanzhou, dans le Xinjiang et le Qinghai ; d'autres travaillaient dans des mines de marbre près de Labrang pour faire des statues de Mao<sup>47</sup>.



## La révolution culturelle au Tibet et ses conséquences

À Pékin, les premiers gardes rouges tibétains arrivèrent de l'Institut des minorités nationales (plus de 3 000); 4 000 arrivèrent des minorités nationales du Hsienyang; 700 de Chengdu et 80 de Lhasa. Des groupes furent envoyés au Sinkiang et en Mongolie intérieure. Les gardes rouges envahirent alors le Jokhang. Les reliques de Sera, Drepung et Ganden furent sauvées par le panchen lama et envoyées en Chine. Les fresques et les écritures furent détruites massivement à ce moment-là. Le Ramoche, le Norbulingka et d'autres monastères furent attaqués. Les cadres chinois accompagnaient les gardes rouges. Toutes les portes des maisons étaient ornées de posters de Mao. Les villageois furent forcés de participer aux destructions, notamment des chörtens et des manes. La culture entière devait être éradiquée. De nombreuses factions apparurent au sein des gardes rouges qui ne purent ensuite être contrôlées que grâce à la triple alliance entre les cadres du parti, l'armée populaire et les organisations révolutionnaires de masse. La fin de la révolution culturelle en Chine marqua aussi le début de l'ère de libéralisation. Mao mourut en 1976. Zhou Enlai mourut aussi cette année-là et Deng Xiaoping fut réhabilité. La libéralisation ne parvint au Tibet qu'à partir de 1979. 20 % de la population tibétaine avait été éliminée. Après la mort de Zhou Enlai et de Mao en 1976, on commença à relâcher des prisonniers. En 1986, plus d'un million de Tibétains avaient disparu, 6 000 monastères avaient été détruits. Pendant ce temps, le Népal subissait une ouverture forcée vers l'extérieur par l'entremise de l'Inde en voie de démocratisation.

## Les révolutions népalaises

Dans les années 1950, le Népal devint un État national<sup>48</sup> « modernisé », grâce à la restauration

de la monarchie des Shaha, descendants de Gorkha. Ces monarques, écartés du pouvoir par les intrigues des Rânâ et qui gouvernaient avec l'aide des Anglais jusqu'en 1949, allaient être rétablis sur le trône par l'intervention de l'Inde, qui aspirait elle-même à devenir une nation indépendante juste après la décolonisation. L'intervention de Nehru fut décisive. La position du roi Tribhuvan était devenue extrêmement précaire au Népal. Il décida de fuir les geôles des Rânâ en novembre 1950, en se réfugiant d'abord à l'ambassade de l'Inde à KTM puis à Delhi, laissant sur le trône son plus jeune fils, Gyanendra, encore enfant. Le roi Tribhuvan, restauré sur le trône grâce à la protection de Nehru et de l'Inde, invita le Congrès à constituer un parti unique pour le gouvernement. Mais il fut dans l'incapacité d'accepter pour Premier ministre l'opposant le plus populaire de l'époque, un membre du parti des travailleurs, B. P. Koirala. Une lutte pour le pouvoir s'engagea entre les membres de ce parti et le Congrès.

Le Parti communiste népalais, qui avait été créé à Calcutta en 1949<sup>49</sup>, fut banni du Népal. L'Inde ne cessait de gagner en influence dans les affaires intérieures en envoyant des missions militaires chargées d'améliorer l'armée royale népalaise. On assistait à des campagnes de « *satyagraha* » – ou désobéissance civile – sur des modèles gandhiens. À l'extrême gauche, les communistes, qui n'étaient pas encore entravés par la scission sino-soviétique, demeuraient de solides opposants au recrutement de soldats mercenaires dans les armées anglaises. Le Congrès népalais appartenait au « centre gauche »; il avait adopté en 1955 une ligne clairement démocratique et socialiste, assez semblable à celle de Nehru en Inde et avait la faveur des castes de Thakuri et de Chetri, alors que les Brahmanes éduqués constituaient la majorité des troupes du Congrès et du Parti communiste. La prise de pouvoir par le roi fut aisée et les élites éduquées se rallièrent majoritairement au roi Mahendra, fils de

Tribhuvan. Le roi Mahendra eut les mains libres pour se concentrer sur la construction d'un système politique sans partis: « la démocratie des panchayats » telle qu'il l'inscrivit dans la Constitution de 1962. L'État monarchique hindou qu'il dirigeait était déjà en voie de laïcisation: « L'hindouisme était restreint à la personne du roi (de culture aryenne et de religion hindoue). Des fêtes de sacralisation comme Dasain et Indra Jatra réaffirmaient son rôle de divinité sur terre incarnant Vishnu. Au niveau central, l'hindouisme était représenté par deux membres de droit de l'assemblée royale: le grand maître spirituel du roi (*bara guru jyu*) et son chapelain principal (*mul purohit*)<sup>50</sup>. » C'est le Premier ministre, BP Koirala, qui mit finalement en œuvre un socialisme à la mode indienne, avec abolition des tenures foncières privilégiées, redistribution des terres, contrôle de l'usure et développement des coopératives. Mais ses adversaires communistes le contrèrent; BP Koirala fut isolé et le roi en profita pour mettre fin au régime parlementaire.

Le système qu'il inaugure alors « était plus ou moins modelé sur des formes de "démocratie indirecte", ou "guidée", telles que celles qui existaient au Pakistan, en Égypte, en Indonésie et en Yougoslavie<sup>51</sup>. » Il s'appuie sur des conseils de villages ou de villes directement élus (panchayats), leurs membres formant un collège électoral chargé de choisir des représentants au niveau des districts. Ces derniers sélectionnaient à leur tour la majeure partie des membres législatifs au niveau national ou « Rastriya Panchayat »; le reste était composé de personnalités directement choisies par le roi. Dans les panchayats de village: les « organisations de classes » étaient censées représenter toute la population – par exemple, les paysans, les jeunes ou les travailleurs – mais en pratique, ce n'était pas plus qu'un « comité central élu » qui échoua à résoudre les problèmes économiques sous-jacents. Des factions se développèrent parmi les « panchas », tandis que les classes éduquées

s'adaptaient majoritairement à la règle et à l'image royale. Les grands groupes ethniques du Népal conservèrent leurs chefferies traditionnelles: lamas bouddhistes, anciens du clan, chefs de village.

## La nouvelle organisation des panchayats

Elle fut inaugurée le 13 avril 1963. Des idéologues officiels diffusèrent les « nouvelles orientations ». Il fallait éviter à la « nation » (*rastra*) les conflits de toutes sortes et promouvoir le développement (*bikas*). Un nouveau Code de loi supprima toute sanction légale au système des castes et on mit en œuvre, de 1964 à 1968, une réforme agraire modérée. « Le Népal n'était plus seulement un royaume hindou mais une nation. Ses habitants n'étaient plus des sujets (*praja*) mais des citoyens (*nagarik*). En théorie, tous étaient égaux. » Mais ce que le pays entendait par « classes » et « professions » correspondait plus à des segments de la société avec des intérêts propres. Le langage traditionnel de la hiérarchie des statuts était abandonné au profit d'un discours moderne imprégné par un marxisme diffus. Mais les idéologues au Népal ne voulaient pas de la lutte des classes<sup>52</sup>. » L'essentiel du pouvoir était concentré entre les mains d'une classe de propriétaires fonciers appartenant à la famille royale et à l'aristocratie. Les marchands des hautes castes néwar et les Marwari indiens des plaines demeuraient très archaïques. Les paysans (*kisan*) constituaient 80 % de la population. Le roi Mahendra voulait surtout se démarquer des régimes communistes et de l'Inde devenue indépendante. Le Parti communiste était alors le quatrième parti du Népal et mettait au premier plan la mobilisation des paysans, des étudiants, des intellectuels, des ouvriers et des femmes. Pendant la période des panchayats les organisations de classe étaient destinées à supplanter le PC.

Le Népal, comme son voisin chinois, entreprend à partir de 1967 une « campagne de retour au village », destinée à concurrencer l'enthousiasme soulevé par la révolution culturelle chinoise. Le véritable repoussoir est le système politique de l'Inde. Pendant la période 1951-1960, le pays aurait été menacé d'éclatement, par les revendications régionales et linguistiques, les rivalités idéologiques des partis et les revendications des classes défavorisées. Les années 1960 en Inde marquent par ailleurs le développement du naxalisme<sup>53</sup>, un mouvement révolutionnaire marxiste radical d'inspiration maoïste, qui éclate à partir des rébellions des populations tribales travaillant dans les champs de thé de la région de Naxalbari, aux frontières sud-orientales du Népal. Dès 1967, le naxalisme se développe sous le leadership de Charu Mazumdar. L'explosion naxalite se modela initialement sur l'exemple de la lutte armée en Chine, avec les slogans du leader paysan Charu : « Le président de la Chine est notre président. Le chemin suivi par la Chine est notre chemin. » Comme en Chine pendant la révolution culturelle, les jeunes au Bengale occidental étaient conviés à abandonner leurs études et à avoir foi dans la pensée de Mao Zedong qui était en train de fracasser le vieux monde. Les étudiants et les femmes étaient donc invités à rejoindre les campagnes. Les luttes internes dans les usines avaient été relayées de leur côté par l'action des syndicats, où les conditions de travail étaient inhumaines. C'est dans cette période que se produit l'éclatement du Pakistan, en 1971, puis l'annexion du Sikkim en 1974. L'Inde de Nehru n'était pas pure de visées expansionnistes.

90

## La deuxième révolution au Népal

### *La crise de 1979*

L'année 1979 fut le point de départ de profonds bouleversements. Le régime arrivait à une impasse : il n'avait pas pu rallier la majorité des élites membres des anciens partis et avait banni les nouveaux. Il était devenu de plus en plus répressif. Il se révéla incapable de promouvoir le développement économique annoncé. La production agricole stagnait et la population augmentait. La vie des populations bouddhistes appartenant aux grandes tribus du moyen pays était encore entièrement réglée par l'obéissance aux lamas, chefs de village, et aux anciens du clan. L'administration extérieure du royaume avait très peu pénétré dans les régions rurales, encore soumises à une économie de subsistance. Le bouddhisme *rnyingmapa* des populations de langue et de dialecte tibétain était encore fortement pénétré de notions pré-bouddhiques ou Bon, comme on l'a vu. La vie politique des populations claniques était contrôlée par les institutions des panchayats, mais en ville, des manifestations d'étudiants avaient lieu, en particulier liées à l'exécution de Bhutto au Pakistan. L'agitation contre le régime gagna toutes les grandes villes et les panchayats furent dissous par le roi Birendra, fils de Mahendra, arrivé au pouvoir en 1972. Il proposa un référendum en 1980, coupant ainsi l'herbe sous le pied de ses opposants, en promulguant une réforme qui altérerait largement le système. Le panchayat serait désormais élu au suffrage universel direct. Le Premier ministre serait choisi parmi ces élus et le Conseil des ministres serait responsable devant eux et non plus devant le roi. Le Népal mena à ce moment-là une politique résolument pro-chinoise<sup>54</sup>.

## La liquidation des résistants Khampa par Birendra : politique pro-chinoise du Népal<sup>55</sup>

Des survivants des bataillons de Khampa entraînés par la CIA avaient réussi à passer au Mustang; la CIA avait conclu un accord secret avec le Népal pour organiser une résistance tibétaine au Mustang, en dépit des accords que le Népal avait déjà passé avec la RPC pour que les Chinois puissent construire des routes au Népal. Cette complicité avec la CIA a permis au Népal de recevoir une aide américaine considérable. Des armes et des ressources furent parachutées depuis la Thaïlande, la Birmanie, le Bhoutan et le Sikkim et tout le long de la frontière népalaise, ainsi qu'au Pakistan. Mais les parachutages se firent tout au nord du Mustang, en territoire contrôlé par les Chinois. La résistance tibétaine fut éliminée finalement pendant l'hiver 1974-1975, après que les Chinois eurent demandé au roi Birendra de supprimer l'opération tibétaine au Mustang, en échange de bonnes relations avec la Chine et d'assistance économique. Le dalai-lama demanda aussi aux Khampas de se rendre. Un certain nombre réussit à s'enfuir en Inde mais furent rattrapés et tués par les hélicoptères anglais de l'armée népalaise.

## Géopolitique du communisme dans les années 1990

Les divisions au Népal portaient entre communistes pro-Pékin et supporters du Congrès. De nombreux militants du Parti communiste népalais participaient à une clandestinité forcée; ils étaient tous passibles d'arrestation et d'emprisonnement<sup>56</sup>. De très nombreux Népalais dépendaient de l'accès au marché du travail en Inde. Les clauses du Traité de 1950 qui autorisaient alors les Népalais à travailler en Inde étaient extrêmement impopulaires et ne profitaient en réalité qu'aux

Indiens. Le ressentiment contre l'Inde croissait. La chute soudaine du système des panchayats, qui eut lieu dans la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle, fut accélérée en premier lieu par l'imposition d'un semi-blocus des frontières par l'Inde en mars 1991. Il eut lieu juste après que le roi Birendra a refusé d'accepter un traité unique sur le commerce et les facilités frontalières à la place des accords séparés qui avaient été signés en 1978. Les préoccupations indiennes n'étaient pas seulement économiques; elles touchaient aux questions de permis de travail et de trafic d'armes avec la Chine. Les restrictions qui s'ensuivirent au Népal, en particulier sur le fuel domestique, affectèrent considérablement les populations pauvres. L'opinion publique népalaise s'en prit globalement à l'Inde. D'importantes modifications eurent lieu au sein des différents Partis communistes. En particulier, pendant la conférence marxiste-léniniste d'août 1989, le Parti communiste abandonna officiellement les partisans pro-maoïstes pour faire alliance avec le Congrès afin de lutter contre le système parlementaire « de l'intérieur ». En 1987, les marxistes en général étaient le produit d'une alliance entre des groupes tels que les Travailleurs népalais, le Parti des paysans, la quatrième convention et les marxistes-léninistes. Mais les marxistes-léninistes avaient déjà remplacé la quatrième convention par une force plus avancée sur sa gauche. Le fondateur de la quatrième convention, Mohan Bikram Singh, avait perdu le contrôle de l'organisation en 1983 et avait créé un nouveau Parti Mashal qui s'était à son tour scindé d'avec les dissidents conduits par Pushpa Kumar Dahal (Prachanda). Ceux-ci avaient adopté un titre similaire pour jeter la confusion: le Parti Mashal, ou « de la Torche ». Toutes les factions allaient se confronter au gouvernement royal en même temps. Les manifestations se succédaient à Kathmandou lorsque le 6 avril 1990 le roi Birendra fit une déclaration radiodiffusée à la nation, annonçant le renvoi du Premier ministre (Marichman Singh) et la nomination de Lokendra Bahadur

Chand. L'offre royale n'avait satisfait le public qu'en apparence car dans la journée, 200 000 manifestants descendaient dans les rues pour réclamer la fin du ban sur les partis politiques. Dans la révolution des années 1990, les arrestations et les meurtres par la police, en particulier d'étudiants, à Kathmandou et ailleurs dans le pays, furent très nombreux. Les leaders des partis politiques avaient été soit emprisonnés immédiatement, soit mis en résidence surveillée<sup>57</sup>. Ce mouvement révolutionnaire des années 1990 allait s'éteindre doucement, malgré les protestations de milliers d'étudiants.

Les questions d'ethnicité, de caste et de religion furent débattues au sein de nombreuses associations qui virent le jour dans ces années-là : il fallait combattre la domination par les « Parbatiya » ou hindous de caste des moyennes montagnes. Ces revendications régionalistes se répandaient très activement parmi les groupes de langue tibéto-birmane. Marxistes et marxistes-léninistes fusionnaient en janvier pour former le Parti communiste unifié du Népal : le "Unified Marxist-Leninist Party". Les programmes électoraux s'accordaient tous sur la question du « progrès économique » et de « l'injustice » en général dans le pays mais les solutions préconisées pour y parvenir différaient beaucoup. Le document final de la nouvelle Constitution déclarait que : le « Népal était un royaume "multi-ethnique" et "multi-linguistique" ». On donnait la prééminence au népali comme "langue de la nation" (*rastra bhasha*), on reconnaissait les langues minoritaires comme des "langues nationales" (*rastriya bhasha*).

## L'apogée du mouvement maoïste au Népal

Les racines de la révolution maoïste se trouvent donc à la fois dans les mouvements populaires politisés qui ont conduit à la

révolution des Partis en 1990, mais surtout dans des activités rurales de résistance et de rébellion des 50 dernières années. La guerre du peuple fut lancée par le Parti communiste maoïste (CPN) au début de 1996. Le 2 février 1996, Bhattarai proposait au gouvernement une liste de 40 propositions dont la suppression des interventions policières, l'abrogation de la majeure partie des traités inégaux avec l'Inde, la déclaration d'un État séculier et l'élection d'une assemblée constituante ; propositions auxquelles le gouvernement ne répondit bien évidemment pas. Les premiers combattants furent recrutés parmi les populations Magar et Gurung qui avaient constitué très largement les bataillons de mercenaires gurkhas pour les Britanniques, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Ce furent les principales recrues des premières troupes de maobadis, organisées sur un mode militaire sous la conduite d'un *politburo* dirigé essentiellement par des Brahmanes. Le parti maoïste a été immédiatement très hiérarchisé avec des chefs militaires issus de castes de Chetris et des chefs politiques brahmanes. Les premières actions violentes (attaques de postes de police dans les campagnes) furent organisées à partir des districts de Rolpa, Rukum, Salyan et Sindhuli. Elles s'étendirent ensuite à l'Est en 2001. Cette région des moyennes montagnes de l'Ouest fut la première base du pouvoir maoïste mais elle avait été depuis longtemps le bastion de l'activisme de gauche. Dès 1959, on avait déployé des portraits de Marx, Mao et Lénine à la place de ceux du roi et de la reine, lors de la célébration du rituel de *Dasein*. Le mouvement se répandit à partir du nord-est de Rolpa et de l'est de Rukum, nourri par de nombreuses revendications locales, en particulier la baisse du niveau de vie. L'image la plus idolâtrée des leaders du mouvement est celle de Mao Zedong<sup>58</sup>.

La Chine, il faut le souligner, n'a pas eu d'influence directe sur la genèse et le déploiement du mouvement maobadi au Népal. Les dirigeants chinois ont plutôt condamné les



maoïstes népalais en les accusant de faire « une grave injure à leur grand leader Mao Zedong » (car ils avaient osé s'appeler « maobadi »)! D'autres leaders ont adopté les styles de révolutionnaires internationaux, comme Che Guevara par exemple. En dépit d'une grande diversité ethnique et linguistique, les groupes d'intervention maoïstes purent rallier à leur cause la majeure partie des 75 districts du pays en à peine dix ans. D'immenses rassemblements forcés contraignirent les populations paysannes à de véritables migrations intérieures.

## Causes religieuses des rébellions

Les populations de langue ou de dialecte tibétain, conquises par les gorkhals de l'Ouest, étaient globalement dominées par les indo-népalais; c'est leur degré varié de conversion à l'hindouisme qui a permis à certains d'entre eux d'être intégrés dans le royaume. Des groupes comme les Tamang, entourant la Vallée de Kathmandu, bien que déjà divisés entre eux par les dialectes, avaient conscience d'être tenus à l'écart par les gens de caste ou Parbatiya. Les statuts rituels (mangeurs de viande de bovin et buveurs d'alcool), essentialisaient les différences entre hindous et bouddhistes, créant une hiérarchie absolue en termes de pureté et d'impureté, traduite dans les règles du Code civil. Les Tamang avaient été par ailleurs et de tout temps des travailleurs sous le joug des élites de Kathmandu. Les débuts de l'agitation politique maoïste ont donc fortement encouragé chez eux les mouvements identitaires. Le mouvement maoïste s'enracina chez les Kham Magar, une population chamaniste du nord-ouest, au dialecte très différent de celui des Magar du Sud, avec un sens exacerbé de l'aliénation à l'État hindou; selon l'exemple donné par Mao Zedong dans les régions rurales, avant la Seconde Guerre mondiale, ou celui de Charu Mazumdar en Inde dans les années 1960, « l'ennemi de classe », pour des populations

encore très déterminées immédiatement par le sentiment ethnique, pouvait devenir n'importe quel voisin ou rival, n'importe quel clan ennemi. Les militants professionnels s'attachèrent à combattre les barrières de caste et la domination des femmes. Ils s'appuyèrent énormément sur les traditions de soumission à l'autorité martiale (avec le modèle des mercenaires) et les Brahmanes lancèrent abondamment les populations dalits et hors castes contre les groupes tibéto-birmans afin de rendre justice. La logistique maoïste s'est appuyée d'abord sur les ressources locales, à partir de prélèvements variés chez les particuliers, les commerçants, les gros propriétaires, et de rafles d'armes dans les commissariats. Ils se financèrent aussi à partir d'extorsions dans les banques locales et les petites industries. Les propriétaires qui s'enfuyaient continuaient de payer des taxes aux maoïstes, souvent 50 % de leurs revenus. La plupart des ONG étrangères furent priées de plier bagages et les touristes furent également taxés, à l'instar des droits qu'ils payaient au gouvernement pour venir faire du trekking au Népal. La Police, qui était très impopulaire pour avoir largement participé aux taxations arbitraires des populations, particulièrement dans les régions reculées du pays, et qui était recrutée au niveau central, répondait aux menaces par une très grande violence, frappant au hasard, tandis que les jeunes gens recrutés parmi les montagnards étudiaient leurs cibles parfaitement à l'avance, en créant des embuscades sur les sentiers isolés. L'armée, quant à elle, avait toujours été employée avant les années 1990 contre n'importe quelle sorte d'insurrection; elle n'était pas réellement contrôlée par l'État mais en pratique, elle obéissait au roi, qui avait un droit absolu sur son déploiement<sup>59</sup>. Les deux premières années se déroulèrent dans un climat alterné de violences. Dès 1998, les maoïstes avaient installé leurs propres gouvernements locaux, les Comités du peuple et les Cours de justice populaires. On excluait tous les politiciens, jugés d'emblée comme étant des « féodaux ». En mai 1998,

le gouvernement lança l'opération Kilo Sierra Two qui devait causer des milliers de morts au Népal, y compris parmi les non-combattants. La crise s'accrut entre 1999 et 2003. Les rafles dans les banques et les enlèvements de jeunes gens par les maoïstes s'intensifièrent. Les maoïstes taxèrent particulièrement les écoles. Ils prélevèrent sur les salaires des instituteurs et interdirent l'enseignement du sanskrit, ainsi que l'hymne national. C'est alors qu'eut lieu la tragédie qui mit le Népal sous les feux de l'actualité internationale. La veille du 1<sup>er</sup> juin, tous les membres de la famille royale qui s'étaient rassemblés au Palais de Narayanhiti, furent massacrés par le prince héritier Dipendra. Le prince, resté en vie quoique sérieusement blessé, fut déclaré roi pendant son inconscience, tandis que son oncle Gyanendra, revenu en urgence de Pokhara, était nommé régent. La raison officielle du massacre donnée par le palais fut « le déchargement accidentel d'une arme automatique ». Les maoïstes accusèrent immédiatement le frère du roi, Gyanendra, d'avoir comploté le meurtre avec la CIA et la RAW (Indian Intelligence Service)<sup>60</sup>. Prachanda préparait les troupes de maobadis et la milice (YCL, Youth Communist League) à l'offensive finale et à la prise du pouvoir. Entre 2001 et 2003, les opérations de l'armée s'abattirent sur les maoïstes et sur la population civile tandis que les membres du *politburo* vivaient en clandestinité à New Delhi. Le cessez-le-feu fut rompu en janvier 2003 et fut suivi d'attaques de grande ampleur des maoïstes, en particulier le chef de la police armée, son garde du corps et son épouse furent assassinés à Kathmandou. Gyanendra s'appuya sur la tradition de la monarchie absolue et déclara un nouvel état d'urgence en février 2005, après que sept partis d'opposition ont fait alliance avec les maoïstes en novembre 2004. Il jeta à nouveau l'armée et la police ensemble à travers le pays, en particulier les forces spéciales de sécurité d'État, tandis que Kathmandu était soumis à un couvre-feu. Les manifestations de masse, dont la dernière de très grande

ampleur en avril 2006, réussirent finalement à contraindre le roi à renoncer à tous ses pouvoirs et privilèges. Sa brutalité permit de rassembler contre lui tous les partis politiques, ainsi qu'une partie de l'opinion publique mondiale. Le 22 novembre 2005, les sept partis d'alliance (SPA) signèrent un accord en 12 points avec le leader suprême Prachanda, pour combattre le roi et en avril 2006, Girija Prasad Koirala devenait Premier ministre. Le 8 janvier 2007 une Constitution intérimaire fut rédigée. Les Nations unies commencèrent d'intervenir pour le règlement de la mise en camps surveillés des troupes maoïstes le 15 janvier 2007. Le roi, destitué de tous ses pouvoirs et de ses emblèmes, est revenu entièrement à la vie civile.

## Conclusions

Ce conflit très meurtrier a modifié profondément l'*ethos* népalais, en particulier la sorte de confiance que le pays mettait dans ses monarques hindous, révéérés telles des divinités sur terre. Le conflit a causé plus de 15 000 morts et au moins 100 000 personnes ont fui leurs foyers et villages. Sur le plan international, les attaques maoïstes, qui s'étaient produites seulement une semaine après la destruction des Twin Towers le 11 novembre 2001, firent imposer le label de « terroristes » aux Népalais par les Américains. Les dénonciations de l'impérialisme indien cessèrent au profit de celles des coalitions politiques et diplomatiques américaines et étrangères intervenant entre l'Inde et la Chine.

La Chine, de son côté, a réaffirmé son soutien au gouvernement népalais, tout en condamnant l'usage du nom de Mao par les maobadis népalais. La plupart des pays européens se sont alarmés, bien plus que les Américains, sur le sort des droits de l'homme au Népal et sur les abus commis par les forces de sécurité et par l'armée ; mais aucun n'a déclaré vouloir une victoire des

maoïstes. Le rôle du fusil est devenu majeur au Népal à cause du choix révolutionnaire mais aussi du fait de la répression armée et des interventions étrangères. Depuis 2007, les maoïstes sont entrés au gouvernement et ont eu pour tâche principale l'intégration des soldats maoïstes dans l'armée népalaise. L'échec de cette tâche a contraint Prachanda à démissionner et les chefs maoïstes se sont trouvés à nouveau dans l'opposition. La fin de la Constitution intérimaire le 28 mai 2010 a ravivé les tensions et les grèves générales : le Parti maoïste louvoie entre une opinion publique de plus en plus hostile au chaos politique régnant et une armée de jeunes gens mobilisés dans les milices, livrés à une inaction programmée ou à des mouvements de masse contrôlés par une hiérarchie bureaucratique nouvelle, développée en dehors des cadres stricts de la guerre maoïste.

La répression en Chine, lors du massacre de la place Tiananmen le 4 juin 1989, a eu lieu à période où le Népal était également à la veille de sa deuxième révolution. L'internationalisation de la lutte au Tibet a vu s'accroître l'offensive de la propagande chinoise, mais également des divisions au sein des associations tibétaines réfugiées en Inde. La Chine considère que sa lutte avec la « clique » du dalaï-lama n'était ni de l'ordre du religieux, ni une question d'autonomie. C'était une question de « sécurité pour l'unité du pays ». L'autonomie tibétaine continue de signifier liberté religieuse et culturelle et donc dissidence politique, ce qui est impensable en termes chinois *Han*. Les protestations au Tibet et à l'étranger au moment des jeux Olympiques ont provoqué de très graves émeutes et des manifestations à Lhassa, dont une bonne part a été volontairement téléguidée par le gouvernement chinois.

Par ailleurs, de nouvelles relations se dessinent entre une Chine et un Népal aux frontières communes. Les maoïstes népalais ont pris le parti de la Chine contre l'Inde, en dépit du fait

que la formation des maoïstes népalais se soit faite largement depuis l'Inde qui les accueillait comme clandestins pendant la guerre populaire. Le modèle révolutionnaire maoïste qu'ils ont adopté n'est toutefois reconnu ni par la Chine, ni par les mouvements naxalites indiens qui continuent d'opérer autour des grandes villes. Ces activités révolutionnaires encouragent d'autre part les séparatismes provinciaux : en Inde, l'Andhra Pradesh, qui a été à l'avant-garde des mouvements naxalites, a rompu avec New Delhi. Tout le Terai au Népal, qui a pris une très grande part dans les combats maoïstes, est également fortement divisé et en opposition avec le gouvernement de Kathmandou. L'armée royale népalaise a reçu des aides directes de la Chine pour lutter contre les réfugiés tibétains qui continuent de traverser les frontières, et en particulier, dans les actions de répression après les protestations tibétaines avant et pendant les jeux Olympiques.

D'un autre côté, la Chine et l'Inde sont de nouveau « bhai bhai » du point de vue des immenses potentialités commerciales qui se font jour avec les nouvelles voies de communication. Les projets de construction d'autoroutes et de trains vont à grande allure, reliant maintenant la Chine et l'Inde directement, en enserrant le Népal. La population de la région autonome du Tibet est en hausse et le niveau de développement économique a certainement beaucoup augmenté. En revanche, la domination de la culture Han dans les écoles en Chine et la fusion de la population tibétaine avec les autres nationalités les réduit maintenant à n'être que des ornements culturels et touristiques. Une certaine prospérité matérielle est payée par une perte absolue de substance culturelle et religieuse<sup>61</sup>.

*Cette contribution est le fruit de deux communications prononcées par l'auteur à l'Institut catholique de Paris dans le cadre des activités de la chaire des études chinoises contemporaines (2010-2011).*



1. Cf. P. Pelletier (dir.), V. Thébault (coord.), *Géopolitique de l'Asie*, Paris, Nathan, 2009, p. 95.
2. Voir par exemple : B. Steinmann (dir.), *Le Maoïsme au Népal. Lectures d'une révolution*, Paris, CNRS, 2006.
3. Voir D. M. Figueira, *Aryans, Jews, Brahmins. Theorizing Authority through Myths of Identity*, New York, State University of New York Press, 2002.
4. Selon G. Arrighi, *Adam Smith à Pékin. Les promesses de la voie chinoise*, Paris, Max Milo, 2009 [2007, *Adam Smith in Beijing*, Verso], préface ; voir aussi K. Pomeranz, *Une grande divergence. La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale*, Paris, Albin Michel, 2010.
5. Voir M. Strickmann, *Mantras et mandarins. Le bouddhisme tantrique en Chine ancienne*, Paris, Gallimard, 2002.
6. Les plus anciennes populations bouddhistes du Népal, les Néwar, pratiquaient un bouddhisme tantrique qui avait réalisé une synthèse avec des formes anciennes de l'hindouisme depuis l'ère du Bouddha Shakyamuni. Mais le Népal est peuplé également de populations bouddhistes tibétaines anciennes, de langue tibéto-birmane, qui ont fui le Tibet lors de plusieurs périodes de troubles, avant que l'écriture ne parvienne au Tibet, au VII<sup>e</sup> siècle. Sur les Néwar et l'art de la Vallée de Kathmandu, voir par exemple : M. Shepherd Slusser, *Nepal Mandala. A Cultural Study of the Kathmandu Valley*, Princeton, Princeton University Press, 2002.
7. Pour l'ensemble des références historiques et religieuses antérieures au XVIII<sup>e</sup> siècle sur la Chine, le Tibet et le Népal, nous nous appuyons sur : C. I. Beckwith, *The Tibetan Empire in Central Asia: A History of the Struggle for Great Power among Tibetans, Turks, Arabs, and Chinese during the Early Middle Ages*, Princeton, Princeton University Press, 1987 ; W. Eberhard, *A History of China*, Berkeley, University of California Press, 1987 ; R. Ekvall, *Cultural Relations on the Kansu-Tibetan Border*, Chicago, University of Chicago Press, 1939. R. Nebesky-Wojkowitz, *Oracles and Demons of Tibet*, La Haye, Mouton, 1956 ; H. E. Richardson, *Tibet and Its History*, Boston-Londres, Shambala, 1984 ; M. Shepherd Slusser, *op. cit.*, 1982 ; D. Snellgrove, H. Richardson, *A Cultural History of Tibet*, Boulder, Prajna Press, 1974 ; R. A. Stein, *La Civilisation tibétaine*, Paris, L'Asiathèque, 1981 [1962, Dunod] ; « Les Tribus anciennes des marches sino-tibétaines », Paris, Imprimerie nationale, 1959 ; « Mi-Nag et Si-Hia », *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, XLIV, 1951 ; F. W. Thomas, *Ancient Folk Literature from North-Eastern Tibet*, *Abhandlungen der Deutschen Akademie der Wissenschaften zu Berlin*, Berlin, Akademie Verlag, 1957 ; T. Thondup, *Buddhist Civilization in Tibet*, New York, Routledge-Kegan Paul, 1987 ; G. Tucci, *Tibetan Painted Scrolls*, Rome, La Libreria dello Stato, 1949 ; R. Vitali, *Early Temples of Central Tibet*, Londres, Serindia, 1989. W. W. Smith, *Tibetan Nation. A History of Tibetan Nationalism and Sino-Tibetan Relations*, Noida, HarperCollins Publishers India, 1997 [1996, Westview Press].
8. À propos des alliances matrimoniales « vraies ou fausses » entre l'Empereur Hiuan-tsong et les « barbares », voir : P. Demiéville, *Le Concile de Lhassa. Une controverse sur le quietisme entre bouddhistes de l'Inde et de la Chine au VIII<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne*, Paris, Imprimerie nationale de France, 1952, pp. 4-5.
9. W. W. Smith, *op. cit.*, 1997, p. 14.
10. C. I. Beckwith, *op. cit.*, 1987, p. 24 sq.
11. R. A. Stein, *op. cit.*, 1981, p. 36.
12. R. Vitali, *op. cit.*, 1989, p. 114.
13. M. Shepherd Slusser, *op. cit.*, 1982, pp. 25-33.
14. Cf. N. Namkhai, *Drung, Deu and Bön. Narrations, Symbolic Languages and the Bön Tradition in Ancient Tibet*, Dharamsala, Library of Tibetan Works and Archives, 1995, p. 59.
15. W. W. Smith, *op. cit.*, 1997, pp. 61-63.
16. C. I. Beckwith, *op. cit.*, 1987 ; R. A. Stein, *op. cit.*, 1951.
17. Ce thème de l'agitation de la femme « démons » contrecarrant les efforts des hommes à bâtir des monastères, a été largement étudié ; voir diverses approches : A.-M. Blondeau, « Le Lha-'dre bka'-thang », dans A. Macdonald (dir.), *Études tibétaines dédiées à Marcelle Lalou*, Paris, Adrien Maisonneuve, 1971, pp. 29-126 ; R. A. Stein, *Le Monde en petit. Jardins en miniature et habitations dans la pensée religieuse d'Extrême-Orient*, Paris, Flammarion, 1987, p. 189 ; M. Aris, *Bhutan. The Early History of a Himalayan Kingdom*, Warminster, Aris & Phillips, 1979, pp. 3-41 ; J. Gyatso, "Down with the Demoness: Reflections on a Feminine Ground in Tibet", dans J. Willis (dir.), *Feminine Ground*, Ithaca, Snow Lion Publications, 1989, pp. 33-51 ; A. Chayet, *La Femme au temps des dalai-lamas*, Paris, Stock-L. Pernoud, 1993, pp. 31-82.
- Selon M. Aris (*op. cit.*, 1979), c'est la princesse chinoise qui aurait découvert par divination que le Tibet était semblable à une démonsse dont le corps devait être cloué sur le dos par des temples construits sur diverses parties de son corps agité de soubresauts violents. Les temples furent construits en cercles concentriques à partir du centre, Lhassa. Les temples du cercle intérieur se trouvent à Yarlung et Lhassa (le cœur de la démonsse est cloué dans le Jokhang), à l'est et à l'ouest et dans la région du Tsang. Le cercle extérieur comprend des temples situés à l'Est dans le Kham, au Bhoutan, à Kyirong, près de la frontière népalaise et au Mustang. Il s'agit-là d'un modèle géomantique.
18. Voir par exemple A.-M. Blondeau, E. Steinkellner (dir.), "Reflections of the Mountain. Essays on the History and Social Meaning of the Mountain Cult in Tibet and the Himalaya", *Veröffentlichungen der Kommission für Sozialanthropologie*, n° 1, Vienne, Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, 1996. Sur le Mustang : C. Ramble, *The Navel of the Demoness: Tibetan Buddhism and Civil Religion in Highland Nepal*, Oxford, Oxford University Press, 2008.
19. Voir études sur les rituels funéraires chez les Tamang du Népal, B. Steinmann, « La cérémonie funéraire chez les

Tamang de l'Est », *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, vol. 76, n° 1, 1987, pp. 217-280, <http://www.persee.fr>

20. Pour une étude récente sur des développements de la religion Bon parmi des populations bouddhistes du Népal, voir T. G. Lama, « Tamang jatibare sangkshipta sabda citra », « Traité sur l'origine de la caste tamang » (trad. B. Steinmann), *Revue d'études tibétaines*, n° 12, mars 2007, pp. 71-102; T. G. Lama, *Book List of Tibetan History for Tamang Study*, p. 103, [www.digitalhimalaya.com](http://www.digitalhimalaya.com)

21. Voir P. Demiéville, *op. cit.*, 1954.

22. Le monachisme tibétain et son organisation en écoles, sous l'autorité de générations de maîtres spirituels, est un élément fondamental de ce bouddhisme tibétain qui se présente comme un vaste conservatoire du canon du bouddhisme indien. Les moines sont ministres d'État dès le règne du troisième roi Ralpacen : ce dernier sera assassiné, menant à la disparition de la dynastie de Yarlung. Le bouddhisme régressera ensuite avec le roi Lang Dharma, tandis qu'en Chine également, le bouddhisme sera interdit en 845 par l'empereur Wuzong.

23. Cette importante relation (*mchod yon* en transcription tibétaine) a été très débattue par les historiens du Tibet : nous ne faisons ici que l'évoquer sur toile de fond « géopolitique ». Pour un examen terminologique complet de la notion, voir D. S. Ruegg, "mChod yon, yon mChod and mchod gnas/ yon gnas : on the Historiography and Semantics of a Tibetan Religio-Social and Religio-Political Concept", dans E. Steinkellner (dir.), *Tibetan History and Language: Studies Dedicated to Uray Geza*, Arbeitskreis für Tibetische und Buddhistische Studien, Vienne, Université de Vienne, 1991, pp. 441-454; D. S. Ruegg, *Ordre spirituel et ordre temporel dans la pensée de l'Inde et du Tibet*, Paris, Institut de civilisation indienne, fasc 64, 1995; L. Petech, "Tibetan Relations with Sung China and with the Mongols", dans M. Rossabi (dir.), *China Among Equals*, Berkeley, University of California Press, 1983, p. 183 sq.; T. Wylie, "The First Mongol Conquest of Tibet Reinterpreted", *Harvard Journal of Asiatic Studies*, vol. 37, n° 1, 1977, pp. 117-122.

24. Sur la seconde diffusion du bouddhisme au Tibet et le retour aux sources indiennes, Voir D. Snellgrove, H. Richardson, *op. cit.*, 1974; D. Snellgrove, *Indo-Tibetan Buddhism. Indian Buddhists and their Tibetan Successor*, Londres, Serindia Publications, 1987.

25. Voir W. W. Smith, *op. cit.*, 1997, pp. 82-108.

26. Sur le XVIII<sup>e</sup> siècle tibétain, voir L. Petech, *China and Tibet in the Early XVIII<sup>th</sup> Century*, Leiden, E. J. Brill, 1972.

27. Cf. A. Chayet, *Les Temples de Jehol et leurs modèles tibétains*, Paris, éditions Recherche sur les civilisations, 1985.

28. Sur la dynastie Malla, nous renvoyons aux études textuelles et iconographiques très complètes de M. Schepherd Slusser, *op. cit.*, 1982, vol. 1-Texte.

29. Sur ces épisodes, voir W. W. Smith, *op. cit.*, 1997 et sources : W. D. Shakabpa, *Tibet: A Political History*, New York, Potala Publications, 1984, pp. 134 sq. À propos des

relations entre les petits rois népalais (*rājā*) du XVIII<sup>e</sup> siècle, voir P. Ramirez, « Patrons et clients : étude des relations politiques sur le site d'un ancien royaume indo-népalais, Argha (Népal central). », Thèse de doctorat, Paris-X Nanterre, 1993.

30. Voir les observations du voyageur.

31. Voir les références à G. Arrighi et notamment *Adam Smith à Pékin*, *op. cit.*, 2009, p. 75 « le marché comme instrument de gouvernement ».

32. Voir les relations de ces voyages dans : P. Wangchuk, M. Zulca, *Khangchendzonga. Sacred Summit*, Gangtok, Little Kingdom, 2007, pp. 144-149.

33. Cf. J. Whelpton, *A History of Nepal*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 37.

34. Les soldats gorkhas font officiellement partie de l'armée anglaise après leur défaite de 1814-1815.

35. Voir l'histoire de cette dynastie écrite par les Rânâs eux-mêmes, dans : SBJ Rânâ Prabhakar, SBJ Rânâ Pashupati, SBJ Rânâ Gautam, *Nepal. Art et civilisation des Rânâs*, Genève, Naef-Kister Éditeur, 2002.

36. Voir B. Steinmann, *Les Marches tibétaines du Népal. État, chefferie et société traditionnelle à travers le récit d'un notable népalais*, Paris, L'Harmattan, 1988.

37. Voir J. Piatigorsky, J. Sapir (dir.), *Le Grand Jeu. XIX<sup>e</sup> siècle. Les enjeux géopolitiques de l'Asie centrale*, éditions Autrement, collection Mémoires/Histoire, 1999.

38. *Ibid.*

39. Cf. H. H. Risley, *The Gazetteer of Sikkim*, Calcutta, The Bengal Secretariat Press, 1989 [1894].

40. Voir J. Bacot, *Le Tibet révolté. Vers Népémakö, la Terre promise des Tibétains*, préface de A.-M. Blondeau, Paris, Peuples du Monde-Raymond Chabaud, 1988 [1912].

41. Un étonnant récit de la vie de ce révolutionnaire tibétain a été recueilli et édité par M. C. Goldstein, D. Sherap, W. R. Siebenschuh, *A Tibetan Revolutionary. The Political Life and Times of Bapa Phüntso Wangye*, Berkeley, University of California Press, 2004.

42. W. W. Smith, *op. cit.*, 1997, p. 193.

43. Roosevelt fit une requête officielle au dalaï-lama en juillet 1942 pour que deux agents de la future CIA visitent le Tibet. Les Tibétains s'opposèrent à ce moment-là à ce que des armes soient transportées à travers le Tibet. Voir le récit des interventions de la CIA auprès des Khampa tibétains dans K. Conboy, J. Morrison, *The CIA's Secret War in Tibet*, Lawrence, University Press of Kansas, 2002.

44. W. W. Smith, *op. cit.*, 1997, p. 193.

45. W. W. Smith, *op. cit.*, 1997, pp. 270-305.

46. Pour cette période, voir essentiellement A. Roux, *La Chine au XX<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, 2010, pp. 99-113 et bibliographie générale par chapitres, pp. 244-48.

47. Voir les relations très détaillées des campagnes révolutionnaires au Tibet dans W. W. Smith, *op. cit.*, 1997, pp. 87-



450.

48. Voir J. Whelpton, *op. cit.*, 2005.

49. Par K. Pushpa Lal, *Nepalma Kamyunist Andolanko Sak-sipta Itihas*, Bénarès, Print & Publication, 1998.

50. Voir l'excellente analyse de M. Gaborieau, « Les rapports de classe dans l'idéologie officielle du Népal », dans J. Pouchepadass (dir.), *Caste et Classe en Asie du Sud*, Paris, éditions de l'EHESS, 1982, pp. 251-290.

51. J. Whelpton, *op. cit.*, 2005.

52. M. Gaborieau, *op. cit.*, 1982.

53. Une étude exhaustive a été faite par P. Singh, *Histoire du Naxalisme. Jacques et guérillas de l'Inde (1967-2003)*, Paris, les nuits rouges, 2004 (trad. de R. Lakerschmidt et J.-C. Lamoureux).

54. J. Whelpton, *op. cit.*, 2005, pp. 153 sq.

55. W. W. Smith, *op. cit.*, 1997, p. 457-500.

56. Voir K. Ogura, *Kathmandu Spring: The People's Movement of 1990*, Katmandou, Himal Books, 2001.

57. Cf. M. Hoftun, W. Raeper, J. Whelpton, *People, Politics and Ideology. Democracy and Social Change in Nepal*, Katmandou, Mandala, 1999.

58. Cf. B. Steinmann, *op. cit.*, 2006.

59. Selon de nombreux analystes népalais et observateurs politiques, le roi Birendra aurait beaucoup hésité à lâcher l'armée à travers le pays ; ces hésitations furent ensuite invoquées comme des preuves de sa liquidation lors du massacre de la famille royale en juin 2001.

60. Parmi des observateurs proches, voir par exemple l'enquête de P. French, "Mad, Bad and Dangerous", *Telegraph Magazine*, 25 août 2001, pp. 32-37.

61. À commencer par la langue tibétaine : le taux d'analphabétisme dans la TAR était de 54,9 % en 2003 (6 fois supérieur à la moyenne nationale). Pour une présentation et une défense de la langue tibétaine, voir : N. Tournadre, Nicolas, S. Dorje, *Manuel of Standard Tibetan. Language and Civilization*, New York, Snow Lions Publications, 2003.

# MONDE CHINOIS, *nouvelle Asie*



## MONDE CHINOIS **26** Choiseul

*nouvelle Asie*

Revue trimestrielle - Été 2011  
144 pages | 185 x 255 mm | 20 euros TTC  
EAN 978-2-36259-022-1  
en librairie le 24 août 2011

## DOSSIER | PÉNINSULE CORÉENNE : L'IMPASSE STRATÉGIQUE ?

Figée dans des positionnements hérités de la guerre de Corée que symbolise le 38<sup>e</sup> parallèle et l'instauration d'une zone démilitarisée, la situation stratégique de la péninsule coréenne connaît une alternance de cycle de tensions et de détente depuis plus de soixante ans, sans parvenir à instaurer un système de sécurité acceptable par l'ensemble des puissances régionales. En dépit de la difficile mise en place d'une politique de coexistence pacifique et d'un processus de rapprochement intercoréen, à l'initiative de la diplomatie sud-coréenne, la partition de la Corée perdure, toute perspective de réunification étant repoussée à un avenir lointain.

La seconde crise nucléaire à laquelle l'Asie du Nord-est est confrontée depuis 2002, après celle de 1993/1994 illustre la stratégie confrontationnelle et la logique de rapport de force dans laquelle le régime nord-coréen s'est progressivement enfoncé et dans lesquelles il maintient l'ensemble des puissances présentes en Asie du Nord, Corée du Sud, États-Unis, Japon, Chine et Russie. En dépit de l'instauration d'un mécanisme de dialogue régional, les Pourparlers à Six, et d'une forte implication chinoise depuis 2003, les discussions, soumises à des gels fréquents n'aboutissent pas. La déclaration conjointe du 19 septembre 2005, par laquelle la Corée du Nord s'engageait à renoncer à ses armes nucléaires et à ses programmes existants et à rejoindre le TNP avait pourtant fourni un socle prometteur. Le texte comprenait également des assurances de sécurité américaines ainsi que des perspectives de coopération dans les domaines économiques et énergétiques conformément aux attentes exprimées par Pyongyang.

À ce stade, alors que les difficultés à reprendre des relations normalisées avec Pyongyang s'accroissent, la volatilité stratégique qui caractérise la péninsule coréenne laisse craindre le déclenchement d'une crise régionale. Ce dossier se propose d'analyser les principaux aspects de cette crise en gestation, son inscription dans un temps long qui fait souvent conclure à une connivence entre ses principaux protagonistes et laisse croire à la permanence d'un statu quo stratégique qui empêcherait toute évolution.

En filigrane la question posée revient à se demander s'il faut souhaiter le déclenchement d'une crise et/ou l'effondrement du régime nord-coréen pour sortir de l'impasse stratégique que connaît la péninsule coréenne depuis la fin de la guerre de Corée ?

### Au sommaire

#### Actualité

Un partenariat durable Washington-Pékin est-il possible ?,  
*Barthélémy COURMONT*

#### Dossier | Péninsule coréenne : l'impasse stratégique ?

Introduction, *Marianne PÉRON-DOISE*

Péninsule coréenne, *Marianne PÉRON-DOISE*

Le 38<sup>e</sup> parallèle, rémanence d'une partition coréenne,  
*Alexandra NOVOSELOFF*

Commandement des Nations unies en Corée,  
*Alexandra NOVOSELOFF*

La transition du pouvoir en Corée du Nord : quelles perspectives  
pour la communauté internationale ? *Dr Seong-Chang CHEONG*

Coup de vent sur les relations inter coréennes, *Scott A. SNYDER*

La stratégie de prolifération nord-coréenne,  
*Marianne PÉRON-DOISE*

La politique nord-coréenne de la Chine : ambiguïtés et  
constantes, *Valérie NIQUET*

L'ambivalence du Japon face au nucléaire : une approche  
pragmatique du désarmement global, *Céline PAJON*

Démystifier la propagande coréenne, *Brian R. MYERS*

#### Questions d'Asie

Le bilan économique de l'entreprise Chine est-il globalement  
positif ?, *Hugo HANNE*

Aspects géopolitiques et religieux des relations sino-tibéto-  
népalaises, *Brigitte STEINMAN*

La formation des magistrats chinois : un chantier sino  
européen ?, *Michel PROUZET*

#### Chroniques régionales

Asie centrale, *par Gaël RABALLAND*

Asie du Sud-Est, *par Éric MOTTET*

Taiwan, *par Barthélémy COURMONT*

#### Lu, Vu, Entendu

De la littérature Aborigènes de Taiwan, *Christophe MAZIERE*

L'histoire du cinéma donne rendez-vous à l'Histoire et à la  
géopolitique : Zhou Xuan, (re) découverte d'une icône,

*Raymond DELAMBRE*

1950-1960, le cinéma hongkongais au coeur du monde chinois,  
*Christophe FALIN*

#### Books

## >> Derniers dossiers

### MONDE CHINOIS n°25| Le consensus de Pékin

Créé par Joshua Cooper Ramo en 2004, le concept de « consensus de Pékin » s'appuie sur celui de « consensus de Washington », à savoir un modèle de développement et de gouvernance propre aux États-Unis, qui met la démocratie en avant comme clé du développement économique, et qui s'est développé dans le monde entier. Le « consensus de Pékin » serait donc une diplomatie autour d'un modèle chinois, qui reposerait sur le respect mutuel entre États et la non-ingérence, sur le développement économique et structurel (puis éventuellement social et civique), sur la tolérance envers la corruption des élites, etc.

### MONDE CHINOIS n°24| Médias & Pouvoirs en Chine

Parler des médias en Chine se résume bien souvent à discuter de la censure, du contrôle de l'information et des droits de l'homme. Monde chinois veut contourner cette représentation banalisée - sans évidemment la réfuter - et supposer, plutôt, l'hypothèse d'une relative liberté de parole en Chine. Car celle-ci est bien existante dans les médias chinois. Avec la libéralisation de l'économie, le temps du monopole de l'information par les journaux officiels s'est achevé, et les grands groupes de presse ou audiovisuels chinois disposent aujourd'hui d'une véritable liberté éditoriale qui peut même parfois bousculer le Parti : dénonciation de scandales, corruption, trafics...

### MONDE CHINOIS n°23| Chine-Moyen-Orient : la coopération du siècle ?

Les relations et les échanges entre la Chine et le Moyen-Orient, mal connus, sont pourtant au coeur des enjeux qui lient - et opposent - la Chine aux États-Unis. En effet, la Chine, qui continue son fulgurant développement économique, doit subvenir aux besoins énergétiques croissants de son immense population. Ne disposant pas de l'influence politico-militaire des États-Unis dans la région, la Chine, qui y jouit d'ailleurs d'une bien meilleure image que son rival, noue d'importants partenariats commerciaux, notamment avec l'Iran, afin de sécuriser son approvisionnement énergétique.

## MONDE CHINOIS, *nouvelle Asie* Bulletin d'Abonnement ou de Réabonnement

M, Mme, Mlle Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Société/Institution \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

Adresse électronique \_\_\_\_\_

|                   | France | Autres pays |
|-------------------|--------|-------------|
| 1 an (4 numéros)  | 85 €   | 95 €        |
| 2 ans (8 numéros) | 160 €  | 180 €       |

Je souscris un abonnement pour

1 an

2 ans

À partir du numéro \_\_\_\_\_

Je souhaite acquérir un numéro

Date \_\_\_\_\_

Signature/Cachet

n° 26

n° 25

n° 22

n° 23

x 20 € le numéro

et frais de port :

France : 2,10 €

Reste du monde : 4, 50 €

**Paiement par carte bancaire sur le site :**

[www.choiseul-editions.com](http://www.choiseul-editions.com)

**Paiement par chèque à l'ordre de CHOISEUL ÉDITIONS**

Attention, les chèques étrangers doivent être en euros, compensables en France.

CONTACT :

Choiseul éditions

28, rue Etienne Marcel 75002 PARIS

Tel : +33 (0)1 53 34 09 93 fax +33 (0)1 53 34 09 94

[abonnement@choiseul-editions.com](mailto:abonnement@choiseul-editions.com)

**Paiement par virement bancaire vers**

Crédit du Nord

59, boulevard Haussmann 75361 Paris, cedex 08

Banque : 30076 - Agence : 02019

Compte : 57336700202 - clé RIB : 03

IBAN : FR76 3007 6020 1957 3367 0020 203

swift (BIC) : NORDFRPP

Frais bancaires à la charge du donneur d'ordre